



**MARCHE PUBLIC**  
**MNS 2025-04**  
**ENTRETIEN DES LOCAUX**

**Règlement de la Consultation**



**Objet de la consultation**

Le présent marché a pour objectif de déterminer le choix d'une société pour l'entretien des locaux du Musée National du Sport.

La consultation est passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

**Pouvoir adjudicateur**

Musée National du Sport  
6, allée Camille Muffat  
Stade Allianz Riviera  
06200 Nice

**Représentant du pouvoir adjudicateur :**

Madame la directrice générale du Musée National du Sport

**Comptable assignataire :**

Monsieur l'agent comptable du Musée National du Sport

**Date limite de remise des offres**

Date : Vendredi 10 octobre 2025

Heure : 12 heures

**Ce document décrit le déroulement de la procédure et explique au candidat comment il doit y répondre.**

**Ce document comporte 10 pages y compris celle de garde.**

# SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES .....	3
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
1.2. NOMENCLATURE.....	3
1.3. PROCEDURE .....	3
1.4. FORME DU MARCHÉ .....	3
1.5. FORME DES PRIX .....	3
1.6. DUREE DU MARCHÉ .....	4
1.7. DATE PREVISIONNELLE DE DEBUT D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....	4
1.8. DEVELOPPEMENT DURABLE.....	4
1.9. PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
1.10. REPRISE DU PERSONNEL .....	4
ARTICLE 2. LIEU D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	4
ARTICLE 4. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ .....	4
4.1. VARIANTES .....	5
4.2. FORME JURIDIQUE.....	5
4.3. UNITE MONETAIRE .....	5
4.4. MODALITES DE REGLEMENT ET DE PRIX .....	5
ARTICLE 5. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	5
5.1. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....	5
5.2. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	5
5.3. POSSIBILITE DE MODIFICATIONS DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....	6
ARTICLE 6. CONTENU DES PLIS ET LEUR PRESENTATION .....	6
6.1. LES JUSTIFICATIFS .....	6
6.2. COMPOSITION DE L’OFFRE .....	7
6.3. FORMAT DES DOCUMENTS.....	8
ARTICLE 7. MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS ET DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS .....	8
ARTICLE 8. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES .....	8
8.1. EXAMEN DES CANDIDATURES .....	8
8.2. JUGEMENT DES OFFRES .....	8
ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	9
ARTICLE 10. VISITE OBLIGATOIRE DU MUSEE NATIONAL DU SPORT .....	9
ARTICLE 11. PIECES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D’ATTRIBUER LE MARCHÉ .....	10

## PREAMBULE

Le Musée National du Sport est implanté depuis juin 2014 à Nice, dans le stade Allianz Riviera. Labellisé « musée de France », le Musée National du Sport est l'institution de référence dédiée à la préservation et à la valorisation du patrimoine sportif français. Fort d'un patrimoine riche et diversifié, le Musée National du Sport conserve précieusement près de 50 000 objets et 400 000 documents qui témoignent de l'histoire du sport et de ses acteurs. Ces collections exceptionnelles, allant des équipements sportifs emblématiques aux archives inédites, en passant par les œuvres d'art et les récompenses, offrent un regard unique et passionnant sur l'évolution des pratiques sportives, les exploits des athlètes et l'impact du sport sur la société. Consacré aux sports dans toutes leurs diversités, le Musée National du Sport s'adresse à tous.

Le Musée National du Sport est un établissement public administratif recevant du public de type Y

Il souhaite assurer la gestion du service nettoyage dans le cadre d'un marché d'entretien des locaux. Les objectifs du présent marché sont de préserver également la conservation des collections, et de garantir une qualité du service rendu aux visiteurs et occupants.

### ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

#### 1.1. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la gestion de l'entretien des locaux du Musée National du Sport.

Les prestations du marché comportent trois grands types de prestations :

- l'assistance opérationnelle à la gestion administrative et financière du Musée,
- le pilotage des prestations faisant l'objet du marché,
- les prestations de service aux bâtiments et aux occupants.

Les prestations à réaliser sont détaillées dans le CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières). Le marché implique une obligation de résultat.

#### 1.2 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
90911200-8	Services de nettoyage de bâtiments

#### 1.3 Procédure

Le marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles 57 à 59 du Code des marchés publics.

#### 1.4 Forme du marché

Les prestations font l'objet d'un marché unique, non alloti.

#### 1.5 Forme des prix

Le présent marché est à prix mixtes. Il est conclu :

- pour partie, à prix forfaitaire, les prestations sont décrites dans le CCTP et ses annexes et font l'objet d'une décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement.
- et pour partie, à prix unitaires : pour les prestations associées ponctuelles et/ou

exceptionnelles, selon un bordereau de prix unitaire ou sur devis.

Le marché est majoritairement conclu à prix global et forfaitaire.  
Les prix sont fermes et non actualisables.

### **1.6 Durée du Marché**

Il est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de cette date. Il sera renouvelé par tacite reconduction trois (3) fois par période de 12 mois, sans que sa durée initiale ne puisse excéder quatre (4) ans.

### **1.7 Date prévisionnelle de début d'exécution des prestations**

La date prévisionnelle de démarrage des prestations est prévue au 18 novembre 2025, après une période de préparation effectuée à compter de la notification du marché.

### **1.8 Développement durable**

Il est demandé au candidat de démontrer les modalités qu'il souhaite mettre en œuvre dans l'exécution des prestations en faveur du développement durable. L'offre du candidat décrit notamment :

- l'utilisation de consommables et produits non nocifs pour l'environnement. Conformément aux dispositions des articles R2111-12 à R2111-15 du code de la commande publique, l'acheteur impose l'utilisation de produits d'entretien et de nettoyage nécessaires à l'exécution des prestations de nettoyage sur ses chantiers 100% conformes à l'Ecolabel Européen, encadré par le règlement (CE) n°66/2010 du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'Union européenne.
- les prestations comprises au forfait permettant par exemple la réduction des consommations d'énergie ;

### **1.9 Prestations similaires**

Le marché pourra faire l'objet de marchés de prestations similaires dans les conditions de l'article 35-II-6 du code des marchés publics.

### **1.10 Reprise du personnel**

Selon les prescriptions de la convention collective de l'article VII applicable au secteur d'activité du Titulaire, il est prévu une éventuelle reprise du personnel.

Les précisions sont indiquées à l'article 6 du CCAP et à l'article 6 du CCTP ;

## **ARTICLE 2. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **MUSEE NATIONAL DU SPORT**

Stade Allianz Riviera  
6 Allée Camille Muffat  
06200 NICE

## **ARTICLE 3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant quatre mois à compter de la date limite de remise des plis.

## **ARTICLE 4. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE**

#### **4.1 Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

#### **4.2 Forme juridique**

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou en groupement.

Au moment de la notification du marché, il sera demandé aux opérateurs économiques ayant présenté des candidatures groupées de s'associer sous la forme d'un groupement solidaire.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement

Le groupement doit fournir une habilitation du mandataire par ses co-traitants (formulaire DC2).  
Langue devant être utilisée dans tous les documents.

Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, tous les documents produits par le candidat sont impérativement rédigés en langue française. Le cas échéant, les documents en langue étrangère devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### **4.3 Unité monétaire**

L'unité monétaire est l'euro.

#### **4.4 Modalités de règlement et de prix**

Mode de financement : budget de l'Etablissement Public Administratif Musée National du Sport

Mode de paiement : le mode de règlement est le virement.

Le régime financier est celui du titre IV du code des marchés publics, notamment son article 98.

### **ARTICLE 5. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)**

#### **5.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises**

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- \* le présent règlement particulier de la consultation et ses annexes :
  - n° 1 : attestation de visite
  - n° 2 : trame de mémoire technique
- \* l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes :
  - n°1 : décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
  - n°2 : bordereau des prix unitaires (BPU) + BPU libre
- \* le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et ses annexes :
  - n° 1 : tableau des pénalités,
- \* le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :
  - n° 1 : inventaire
  - n° 2 : fiches descriptives des prestations attendues

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

#### **5.2 Modalités de retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est mis en ligne à disposition des opérateurs économiques sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Les soumissionnaires peuvent transmettre à titre de copie de sauvegarde une réponse sur support papier, dans le même délai que le pli électronique (spécifié en page de garde du présent document).

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures et / ou les offres transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur ;
- lorsqu'une offre est parvenue par voie électronique sur le profil d'acheteur et n'a pu être ouverte ;
- lorsqu'un problème technique émanant de la plate-forme de dématérialisation, objectivement sans lien avec le soumissionnaire, empêche ce dernier de remettre un pli électronique. Dans ce cas, le soumissionnaire devra prouver par tout moyen de preuve (copie-écran, etc ...), qu'il a tenté de remettre un pli et qu'il a été objectivement dans l'impossibilité de le déposer sur la plate-forme. Attention, le problème doit résulter de la plate-forme et non d'une mauvaise configuration du poste du soumissionnaire à partir duquel est remis le pli ou encore d'un empêchement dû aux filtres de sécurité du soumissionnaire ou de tout autre motif qui ne résulte pas entièrement de la plate-forme. Cette copie de sauvegarde doit être remise par lettre recommandée avec avis de réception postale, ou par transporteur (Chronopost, DHL, ...) ou remise contre récépissé (du mardi au vendredi de 10h00 à 12h30 et de 14h à 16h00) avant la date limite fixée en page de garde du présent document à l'adresse suivante :

**MUSEE NATION DU SPORT**  
**Secrétariat général**  
**6, allée Camille Muffat**  
**06200 NICE**

L'enveloppe cachetée contiendra tous les documents énoncés à l'art 7 du présent règlement et portera les mentions suivantes :

**« Entretien des locaux du musée national du sport »**  
**- N° 2025/04 -**  
**« NE PAS OUVRIR »**

Les offres doivent être entièrement rédigées en langue française et chiffrées en euros (€).

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le musée national du sport en « dernière minute ».

### **5.3 Possibilité de modifications de détail du dossier de consultation des entreprises**

L'administration se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Ces modifications sont mises en ligne sur les sites [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 6. CONTENU DES PLIS ET LEUR PRESENTATION**

Les candidats transmettent les documents suivants :

### **6.1 Les justificatifs**

- ▶ une lettre de candidature (formulaire DC1)<sup>1</sup> complétée dans toutes ses rubriques, datée et signée ;
- ▶ le cas échéant, les pouvoirs de la personne signataire de l'offre si elle n'est pas un représentant légal de l'entité candidate ;
- ▶ une « déclaration du candidat » (formulaire DC2)<sup>2</sup> comprenant impérativement les renseignements suivants :
  - déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
  - les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années et leur

répartition géographique en France

- une liste des références de services similaires au présent marché effectué au cours des trois dernières années ;
- l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;
- Les certificats de qualifications professionnelles (ISO 9001 et 14001 ou 180001 ou Qualiprope) étant précisé que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;

► le cas échéant, une copie du jugement prononçant le redressement judiciaire.

Pour justifier de ses capacités professionnelles techniques et financières, le candidat même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de cet ou ces opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Les documents fournis au titre de la candidature autres que les formulaires DC1 et DC2 doivent tous comporter en haut de la première page la mention « candidature ».

*(1 et 2) Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables à l'adresse suivante :*

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

## **6.2 Composition de l'offre**

L'offre, qui doit impérativement comporter :

- l'acte d'engagement (formulaire ATTR11), avec les 2 annexes financières. Ces annexes sont aussi détaillées que nécessaire, dûment complétées, datées et signées par une personne habilitée à engager la société ;
- un schéma organisationnel du plan d'assurance qualité qui doit répondre aux exigences de résultat spécifiées dans le CCTP : le candidat décrit les procédures et moyens mis en œuvre pour mesurer le respect des résultats attendus (notamment les autocontrôles et les contrôles par l'Etablissement Public). Le candidat présente les modalités d'établissement et de respect du Plan d'assurance qualité d'exécution des prestations (ensemble des règles, structures et procédures nécessaires à l'organisation, au contrôle et au pilotage du marché)
- l'attestation de visite remise au candidat lors de sa visite.
- un mémoire détaillant l'offre technique, répondant à chacune des exigences du CCTP. Le mémoire technique doit permettre au pouvoir adjudicateur d'apprécier la valeur technique de l'offre.

Une trame de mémoire technique est jointe en annexe 2 au présent règlement de consultation. Le candidat doit indiquer les méthodes et les moyens qu'il propose pour répondre à l'objet du marché en suivant la trame indiquée et en la complétant, le cas échéant, avec tous documents qu'il jugera utiles.

- une note portant sur les clauses environnementales.

**Il est rappelé que le ou les signataires des pièces demandées et de l'acte d'engagement doivent être**

**habilités à engager le candidat. Le ou les signataires doivent joindre impérativement les pouvoirs et délégations prévues à cet effet.**

### **6.3 Format des documents**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les cadres de réponse fournis dans le présent dossier de consultation doivent être strictement respectés à l'appui de l'offre, sous peine d'irrégularité et de rejet de l'offre.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les cadres de réponse fournis dans le présent dossier de consultation doivent être strictement respectés à l'appui de l'offre, sous peine d'irrégularité et de rejet de l'offre.

### **ARTICLE 7. MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS ET DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS**

Les offres se feront uniquement par le dépôt électronique sur le site : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

<b>La date limite de remise des plis est celle mentionnée en page de garde du présent document.</b>
---

### **ARTICLE 8. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

#### **8.1 Examen des candidatures**

Les candidatures sont examinées au regard du niveau des capacités professionnelles, financières et techniques, nécessaires à la bonne exécution du marché. Chaque candidat fournit les renseignements et documents correspondants dans le cadre du formulaire DC2 de déclaration du candidat.

L'appréciation de ces capacités pour un groupement est globale.

#### **8.2 Jugement des offres**

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées, sans être étudiées. Conformément à l'article 35 du code des marchés publics est :

- inappropriée, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre,
- irrégulière, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation,
- inacceptable, une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en



vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Les offres des candidats admis sont notées sur la base des critères suivants :

- 1) **Prix pour 40 points**, apprécié au regard :
  - du montant global et forfaitaire des prestations générales de base ;
  - de la moyenne du coût total (main d'œuvre plus fourniture) des prestations du BPU ;
  - l'étendue, la précision et le niveau des prix du BPU libre (le BPU libre est établi par le candidat sur la base fournie en annexe financière).

Il est rappelé que l'absence de renseignement complet du BPU entraîne le rejet de l'offre incomplète ainsi présentée.

- 2) **Valeur technique** de l'offre pour **50 points**, appréciée sur la base du mémoire technique :

- ▶ **Exploitation - Organisation : (40 points)**
  - composition de l'équipe et profil du personnel chargé de l'exécution du marché
  - moyens matériels
  - systèmes d'information et de gestion des interventions (notamment GMAO)
  - organisation de la gestion

- ▶ **Comptes-rendus : (5 points)**
  - outils de pilotage
  - livrables

- ▶ **Continuité du marché : (5 points)**
  - méthodes de gestion de fin de marché (la réversibilité ou transmissibilité)

- 3) ▶ **Gestion qualité et développement durable : (10 points)**

- gestion de la qualité
- développement durable
- traitement et revalorisation des déchets

#### **ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tout renseignement complémentaire, les candidats feront parvenir au plus tard 8 jours calendaires avant la date de remise des offres une demande par l'intermédiaire du système de questions/réponses intégré aux fonctionnalités du site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Une réponse sera donnée à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation en s'identifiant sur le site et au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Pour être informé des réponses apportées aux questions des candidats, les candidats doivent vérifier que l'adresse des échanges avec le site boamp.fr soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy.

#### **ARTICLE 10. VISITE OBLIGATOIRE DU MUSEE NATIONAL DU SPORT**

Les visites préalables du Musée National du Sport sont obligatoires et groupées.

Les visites seront organisées sur les journées suivantes :

- 16 septembre 2025 à 10h00
- 18 septembre 2025 à 10h00

Les candidats doivent s'inscrire préalablement par messagerie électronique auprès de Madame Gracete MONTEIRO, en précisant le nombre de personnes participantes (limité à 2 personnes par candidat), aux coordonnées suivantes :

Courriel : [gracete.monteiro@museedusport.fr](mailto:gracete.monteiro@museedusport.fr)

Les dates de visite seront confirmées par retour de courriel aux candidats.

Les candidats veillent à faire signer l'attestation de visite (annexe du présent règlement de consultation) par l'administration lors de leur déplacement sur place.

**Aucun rendez-vous individuel supplémentaire ne sera accordé.**

#### **ARTICLE 11. PIECES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHÉ**

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit produire, conformément aux dispositions de l'article 46 du code des marchés publics :

1) les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail détaillées dans le formulaire NOTI1 téléchargeable à l'adresse suivante : [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires) ;

🔗 **Extrait du registre pertinent daté de moins de 3 mois et en original** : extrait Kbis, extrait D1 ou à défaut, document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat ;

🔗 **Attestation de régularité fiscale daté de moins de 3 mois** par fournie l'administration fiscale ou téléchargeable sur le site : [https://www.impots.gouv.fr/portail/files/media/3\\_Documentation/fiches\\_focus/attestation\\_regularite\\_fiscale.pdf](https://www.impots.gouv.fr/portail/files/media/3_Documentation/fiches_focus/attestation_regularite_fiscale.pdf) ;

🔗 **Attestation de vigilance daté de moins de 3 mois** fournie par l'URSSAF. ; les entreprises autres que celles relevant du régime social des indépendants peuvent l'obtenir à partir de leur espace sécurisé sur le site <https://mon.urssaf.fr/> ;

🔗 **Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité.**

Le candidat devra produit l'ensemble de ces pièces dans le délai de 6 jours suivant la demande de l'administration.